

MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

MARCHES DE TRAVAUX

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION
(RC)**

MARCHES A PROCEDURE ADAPTEE

(Passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique)

CONSULTATION N° 2025-8535-04

Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'exécution de **travaux d'infrastructure en forêt indivise d'Eu, en forêts domaniales de Brotonne, Lyons, et Bord-Louviers.**

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction territoriale SEINE-NORD
Agence territoriale de Rouen
53bis rue Maladrerie
76000 ROUEN

Personne signataire du marché

La personne signataire du marché est Madame Véronique BORZEIX, Directrice Territoriale Seine-Nord de l'Office National des Forêts.

| | |
|---|--|
| Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence : | Marchés Online le 30/06/2025 Profil d'acheteur : www.marches-publics.gouv.fr |
| Date et heure limite de remises des offres : | Le VENDREDI 25 JUILLET 2025 à 12 h 00 |

VISITE SUR SITE OBLIGATOIRE

SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR | 3 |
| 1.1. Pouvoir adjudicateur | 3 |
| 1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi des marchés | 3 |
| 1.3. Personne habilitée à donner les renseignements d'ordre administratif ou technique | 3 |
| 1.4. Comptable assignataire des paiements | 3 |
| 2. CADRE DE LA CONSULTATION | 3 |
| 2.1. Objet des marchés | 3 |
| 2.2. Procédure | 3 |
| 2.3. Classification CPV | 4 |
| 3. CARACTERISTIQUES DES MARCHES | 4 |
| 3.1. Forme des marchés | 4 |
| 3.2. Modalités d'attribution des marchés | 4 |
| 3.3. Visite des lieux | 4 |
| 3.4. Durée et prise d'effet des marchés | 5 |
| 3.5. Prestations similaires | 5 |
| 3.6. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE) | 5 |
| 3.7. Mode de règlement des marchés | 5 |
| 4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION | 5 |
| 4.1. Délai de validité des offres | 5 |
| 4.1. Nature des contractants | 5 |
| 5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES | 6 |
| 5.1. Modalités de retrait du dossier | 6 |
| 5.2. Composition du dossier | 6 |
| 6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES | 6 |
| 6.1. Modalités de présentation des offres | 7 |
| 6.2. Contenu du pli | 8 |
| 7. EXAMEN DES PLIS | 8 |
| 7.1. Examen des candidatures | 8 |
| 7.2. Examen des offres | 9 |
| 7.3. Négociation | 9 |
| 7.4. Attribution du marché | 10 |
| 8. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES | 10 |
| 9. PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE | 10 |
| 10. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES | 10 |
| 11. DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES | 10 |

1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Agence Territoriale de Rouen, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 02956 dont le siège est 53 bis rue Maladrerie – 76000 ROUEN.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi des marchés

M. Laurent LEVEQUE
Service Forêt
53 bis rue Maladrerie
CS 51804
76042 ROUEN CEDEX
Téléphone : 06.23.97.71.82
Courriel : laurent.leveque@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements d'ordre administratif ou technique

La personne habilitée à donner des renseignements est :

- Renseignements d'ordre juridique ou administratif :

M. Romain DECOURCELLE
Responsable Territorial Achats
Boulevard de Constance
77300 FONTAINEBLEAU
Courriel : romain.decourcelle@onf.fr

- Renseignements d'ordre technique :

M. Laurent LEVEQUE
Service Forêt
53 bis rue Maladrerie
CS 51804
76042 ROUEN CEDEX
Téléphone : 06.23.97.71.82
Courriel : laurent.leveque@onf.fr

Il est rappelé que l'ensemble des questions liées à la consultation doivent transiter par l'onglet « Question » de la consultation sur la plateforme PLACE.

1.4. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au siège de la direction territoriale Seine-Nord –Boulevard de Constance – 77300 FONTAINEBLEAU.

2. CADRE DE LA CONSULTATION

2.1. Objet des marchés

La présente consultation a pour objet l'exécution de travaux d'infrastructure en forêt indivise d'Eu, en forêts domaniales de Brotonne, Lyons, et Bord-Louviers.

Ces marchés sont régis par le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-travaux) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux).

2.2. Procédure

Il s'agit de marchés à procédure adaptée passés en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

| | |
|------------|---|
| 45233141-9 | Travaux d'entretien routier |
| 45233142-6 | Travaux de réparation de routes |
| 45233123-7 | Travaux de construction de routes secondaires |
| 45233229-0 | Entretien des accotements |

3. CARACTERISTIQUES DES MARCHES

3.1. Forme des marchés

Il s'agit de marchés ponctuels.

Décomposition en lots

La consultation est constituée de 5 lots, chacun donnant lieu à un marché, décrits ci-dessous :

| Lots | Lieux d'exécution | Prestation(s) principales | Date de fin des travaux attendue |
|------|--|--|----------------------------------|
| 1 | Forêt Indivise d'Eu – Route forestière de la Heuze | Création de route empierrée Création d'une place de retournement | 31/10/2025 |
| 2 | Forêt Indivise d'Eu – Route forestière Adélaïde | Réfection partielle de route empierrée avec pose de revers d'eau Création d'une place de retournement | 31/10/2025 |
| 3 | Forêt Domaniale de Brotonne – Route Forestière du Gros Houx | Réfection généralisée de route empierrée | 31/10/2025 |
| 4 | Forêt Domaniale de Lyons, routes forestières des Ecoflières, Acres, Heurts, Templier, Vauxrose, Diligence, Gros chêne, Etoquet | Création d'infrastructures d'assainissement avec arasement d'accotements | 31/10/2025 |
| 5 | Forêt Domaniale de Bord-Louviers – Routes Forestières de Montaure, de la Mare Cailloux et chemin des Fosses | Création d'infrastructures d'assainissement avec arasement d'accotements | 31/10/2025 |

3.2. Modalités d'attribution des marchés

Les candidats peuvent présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots de la consultation.

Néanmoins, l'entreprise devra s'engager à réaliser les prestations dans les délais prévus ; dans l'hypothèse où le soumissionnaire serait attributaire de plusieurs lots et à la condition que son offre soit acceptable, celui-ci sera contacté par le pouvoir adjudicateur avant l'attribution du marché afin de vérifier avec lui sa capacité à exécuter ces lots dans les délais.

3.3. Visite des lieux

Les visites des futurs chantiers sont obligatoires, à défaut le candidat verra son offre rejetée.

L'attestation de visite sur site présente au dossier et signée de l'un des contacts ci-dessous devra impérativement être remise avec l'offre.

A défaut de pouvoir être présent aux dates indiquées notamment pour une prise de connaissance de la consultation plus tardive, les candidats pourront prendre l'attache des correspondants de l'ONF en vue de procéder à une visite avant remise de leur offre.

| Lot | Forêt | Dates et heures de rendez-vous | Contact : Inscriptions à la visite de chantier | Lieux de rendez-vous |
|-----|---------------|--------------------------------|--|--|
| 1-2 | EU | A définir avec le contact | Romain BELLET 06.25.34.64.18 romain.bellet@onf.fr Vincent BERGER 06.24.71.88.39 vincent.berger@onf.fr | UT Eu-Bray Nord - Maison Forestière des jardins - 76340 BLANGY-SUR-BRESLE |
| 3 | BROTONNE | | Jean-Mathieu GAMBU 06.16.43.11.34 jean-mathieu.gambu@onf.fr Céline LANGUMIER 06.23.97.71.81 celine.langumier@onf.fr | Maison Forestière du Gros Houx 275 Hameau de Caveaumont 76940 ARELAUNE EN SEINE |
| 4 | LYONS | | Pierre LESEUR 06.24.68.16.67 pierre.leseur@onf.fr | UT Lyons, Vexin et Bray ONF - 3 côte de Saint Paul 27480 LYONS-LA-FORET |
| 5 | BORD-LOUVIERS | | François LAUNAY 06.16.51.17.83 francois.launay@onf.fr Philippe COUDOULET 06.23.97.73.15 philippe.coudoulet@onf.fr | UT – Maison Forestière de la Vacherie - 243 route de la Haye Malherbe - 27400 LOUVIERS |

3.4. Durée et prise d'effet des marchés

Les marchés prennent effet à leur date de notification et prennent fin le 31 octobre 2025.

La notification d'attribution vaudra ordre de service.

3.5. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la Commande Publique) ou à la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché (art R.2122-7 du Code de la Commande Publique).

3.6. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes sont autorisées pour les revers d'eau des lots 4 et 5 selon les dispositions du CCTP, article 7 du Chapitre 2.

La proposition de variante implique nécessairement une réponse à l'offre de base également.

Les candidats pourront remettre une offre répondant au besoin de base du CCTP et une offre en variante par le biais de 2 actes d'engagement et de 2 décompositions de prix différentes pour le lot concerné en prenant soin de bien distinguer les documents.

Le chiffrage obligatoire d'une Prestation Supplémentaire Eventuelle est demandé sur le Lot 5. Cette dernière consiste en l'arasement des accotements avec curage de saignées (Cf. CCTP Lot 5). Le choix de retenir ou non cette PSE est à la discrétion de l'ONF au terme de l'analyse des offres.

3.7. Mode de règlement des marchés

Le mode de règlement est le mandat administratif.

4. CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 90 jours.
Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.1. Nature des contractants

Les candidats ne sont pas autorisés à présenter pour le même lot plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et membres d'un ou plusieurs groupements.

Conformément à l'article R.2142-19 du Code de la Commande Publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation du marché. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Les titulaires pourront sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

5. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- L'Acte d'Engagement et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire pour chacun des lots (à compléter)
- Le Document Unique de Candidature
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Le cadre de mémoire technique à compléter
- L'attestation de visite obligatoire

Les documents généraux comme le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-travaux) applicables aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux) étant disponible librement sur des plateformes comme Légifrance ne sont pas transmis au dossier.

6. MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française.

Tous les courriers adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1. Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront transmis par voie électronique sur la plateforme à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Dans l'hypothèse où plusieurs réponses incomplètes sont déposées sur PLACE par un même candidat, l'ONF a la possibilité de reconstituer un dossier complet en tenant compte des documents remis dans chacun des dépôts.

Si plusieurs documents liés à l'offre sont remis successivement, ceux déposés en dernier sur PLACE seront pris en considération.

Il est recommandé de :

- ne pas utiliser certains formats de fichier, notamment les « .exe » et les « .bat »
- ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »
- faire en sorte que le pli ne soit pas trop volumineux. En effet cela accroît le délai de transmission et de téléchargement
- dans les noms des fichiers éviter les caractères spéciaux tels que ; [] \ * ? < >
- le cas échéant scanner les documents avec une définition suffisante garantissant leur lisibilité
- afin de faciliter le téléchargement des documents, les compresser au format « .zip »

Copie de sauvegarde :

Parallèlement à l'envoi électronique de leur dossier, les candidats peuvent faire parvenir une copie de sauvegarde, dans les conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde peut être transmise :

- Sur support physique électronique (CR ROM, DVD ROM, clé USB)
- Sur support papier
- Par voie électronique.
-

Lorsqu'elle est transmise sur support physique ou papier, cette copie est transmise sous pli scellé à l'adresse suivante :

Office National des Forêts
Direction territoriale SEINE-NORD
Pôle Achats
Boulevard de Constance
77300 Fontainebleau

et doit comporter les mentions obligatoires suivantes :

- « copie de sauvegarde »
- La référence du marché : 2025-8535-04
- Nom ou dénomination, du candidat

Conformément à l'arrêté précité, la copie de sauvegarde pourra être ouverte :

- 1° Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- 2° Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

La copie de sauvegarde ne peut être prise en considération que si elle est parvenue dans le délai prescrit pour le dépôt des plis.

6.2. Contenu du pli

6.2.1 La candidature

Afin de simplifier les démarches, l'acheteur a mis en place un document unique de candidature permettant de juger les candidatures. Ainsi, les candidats doivent compléter et transmettre ce document.

Ce document remplace le DC1 et le DC2. Il est, ainsi, inutile de transmettre ces derniers.

Le candidat devra transmettre UNIQUEMENT les pièces justificatives demandées par l'Acheteur dans le présent document et dans le document unique de candidature. La transmission de ces documents doit s'effectuer conformément à l'article 6.1 du présent RC.

Les documents purement commerciaux ou promotionnels sont inutiles.

Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble de ces documents. En effet, l'examen des candidatures portera sur les éléments fournis par tous les membres du groupement.

Conformément à l'article R.2143-7 du Code de la Commande Publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire en outre, avant notification du marché, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

6.2.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. **L'acte d'engagement et la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** du lot concerné dûment complétés, datés et signés par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.
2. **Un mémoire technique établi selon le cadre de mémoire technique** joint au dossier de consultation des entreprises.
3. **L'attestation de visite signée d'un représentant de l'ONF (Cf. Article 3.3).**

Chacun des documents énumérés ci-dessus doit être impérativement signé et daté par une personne habilitée à engager le candidat. Cette signature n'est exigée que des attributaires.

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises (notamment lettre de candidature dûment remplie et présentée dans la candidature).

Les candidats peuvent présenter leurs sous-traitants à l'ONF (formulaire DC4), soit à la remise de leur offre, soit en cours d'exécution du marché.

Un candidat qui envisage, dès la remise de son offre, de sous-traiter une partie des prestations doit en informer l'ONF. Conformément à l'article L2193-5 du Code de la Commande Publique, le candidat doit alors indiquer la nature et le montant de chacune des prestations qu'il envisage de sous-traiter, ainsi que les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel dans les conditions prévues aux articles R.2193-1 à R.2193-4 du Code de la Commande Publique.

NOTA : Dans le cadre de la généralisation de la dématérialisation, les candidats sont fortement invités à indiquer leur adresse électronique (adresse mél). Il conviendra de préciser une adresse généraliste plutôt que nominative afin d'assurer la transmission effective des correspondances.

Cette adresse doit être clairement lisible. Il est conseillé de la mentionner en version informatique, plutôt que manuscrite, pour éviter toute confusion.

7. EXAMEN DES PLIS

7.1. Examen des candidatures

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'ouverture et à l'examen des éléments relatifs à la candidature.

Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours.

Au vu des pièces et renseignements transmis, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats dont la candidature n'est pas recevable et/ qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

7.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées.

Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles soient régularisables compte-tenu de la jurisprudence en vigueur et qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Tout candidat n'ayant pas effectué la visite du site objet du lot auquel il envisage de répondre avec l'agent ONF responsable du chantier verra son offre rejetée.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

| | |
|--------------------------------|------|
| - Prix | 60 % |
| - Valeur technique de l'offre, | 40 % |

La valeur technique est appréciée au regard des sous-critères suivants jugés indépendamment pour chacun des lots :

| | Nombre de point sur 40 |
|---|------------------------|
| • Adaptation des moyens matériels mis à disposition pour l'exécution des prestations (Selon attendus du Cadre de mémoire technique) | 16 |
| • Adaptation des moyens humains pour l'exécution des prestations (Selon attendus du Cadre de mémoire technique) | 12 |
| • Planning d'exécution | 12 |

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

Ce classement intervient lot par lot.

Les variantes et les offres de base sont classées au sein d'une même analyse et d'un même classement dans le lot concerné.

Les prestations supplémentaires éventuelles sont choisies ou non librement par l'ONF.

7.3. Négociation

Après un premier classement des offres, l'ONF se réserve la possibilité de procéder à des négociations avec les 3 candidats les mieux classés au stade de l'analyse initiale.

Les négociations pourront se tenir par échanges directs via des outils communs de visioconférence ou via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur et doivent répondre dans les conditions de forme et de délai fixés par les documents du pouvoir adjudicateur.

En tout état de cause, les candidats devront confirmer impérativement leur nouvelle proposition par écrit, dans le délai qui sera fixé par le pouvoir adjudicateur, sous peine d'être déclarés défaillant au titre de la consultation.

L'ONF peut choisir de ne pas procéder à des négociations, d'où l'intérêt pour les candidats de fournir leur meilleure offre dès la remise de leur offre initiale.

7.4. Attribution du marché

Chacun des marchés/lots sera attribué au candidat dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse, compte tenu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Toutefois, si le candidat retenu ne peut produire dans le délai fixé par le courrier d'attribution, les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du Code de la Commande Publique), son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

L'ONF pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8. TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du Code de la Commande Publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'ONF pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts du marché et permettre une exécution en bonne et due forme.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

9. PIECES A REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire, en attendant que le candidat retenu produise, les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique ainsi que l'ensemble des pièces nécessaires à la bonne finalisation du dossier d'attribution (Exemple : Acte d'engagement ou DPGF signé, etc.).

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est de 10 jours francs à réception de la demande. Si au terme des 10 jours, l'ensemble des pièces n'a pas été reçu, le candidat est écarté et la même procédure s'applique au candidat suivant au classement des offres.

Pour les soumissionnaires attributaires de marchés publics soumis à une assurance décennale obligatoire, ceux-ci devront joindre, dans les mêmes conditions de délai que visées ci-dessus, une attestation d'assurance de responsabilité décennale prévue à l'article L.241-1 du Code des Assurances en cours de validité relative à l'objet du marché.

10. DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'ONF 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures.

Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

Les demandes parviennent à l'ONF par le biais du profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

11. DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans ne pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'ONF, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.